

Contribution de Max DAMPURE lors du Bureau de l'USR CGT 86 réuni le 10 juillet 2024

A la une de tous les médias, bien avant le résultat des Législatives, l'affaire était entendue et les carottes cuites, même le nom du futur 1^{er} ministre d'extrême-droite était connu.

Mais voilà, la constitution d'un « **Nouveau Front Populaire** » (NFP) des partis de gauche soutenu par plusieurs syndicats dont la CGT et par des milliers d'associations dont le Mouvement de la Paix ou l'ESS (Économie Sociale et Solidaire)..., a créé une dynamique qui a mis à mal le scénario écrit d'avance par nos ennemis de classe.

Ainsi,

- La mouvance présidentielle a perdu une centaine de députés. L'origine est à rechercher du côté de sa politique anti-sociale et de la riposte syndicale quasi unanime contre la retraite à 64 ans, le blocage des salaires et pensions, l'accès à la santé, les services publics à l'agonie, etc... ;
- Le R-HAINE rétrogradait à la 3^{ème} place ;
- Tandis que le NFP devenait la 1^{ère} force politique dans le pays sur la base d'un programme économique et social qui redonne enfin de **l'espoir**.

Mais les tractations et tergiversations, la lettre du Président MACRON aux Français, tentent de voler cette victoire au peuple afin de continuer la même politique au service des plus riches.

SYNDICALEMENT c'est bien progrès ou recul social qui est en jeu aujourd'hui.

Notre responsabilité syndicale est donc grande pour que cette question du social ne soit pas effacée par les manœuvres actuelles du clan macroniste, de la droite et du patronat.

Si on veut que le programme social de rupture soit appliqué, il faut en tant que syndicat et donc de la CGT, donner la force pour imposer ce qui a été envisagé et pour lequel des millions de français et de salariée-es ont voté, dont :

- l'augmentation des salaires, SMIC et pensions,
- l'abrogation de la réforme des retraites à 64 ans, de l'assurance chômage,
- l'accès pour tous aux soins, à la santé,
- la revitalisation des services publics, etc....

L'erreur aujourd'hui serait de regarder en spectateur se dérouler à nouveau la confiscation de nos espoirs.

Il nous faut donc investir syndicalement et de suite le débat, la mobilisation et la lutte.
N'ATTENDONS PAS !

Ne laissons à d'autres les questions sociales qui doivent être notre URGENCE SYNDICALE.